

AZIZ MEKOUAR

Ambassadeur du Maroc, chargé de la négociation pour le climat

Thierry DE MONTBRIAL

Monsieur l'Ambassadeur, je m'arrête là et vous cède le micro, nous allons vous écouter avec beaucoup de plaisir et d'intérêt.

Aziz MEKOUAR

Vous avez peut-être entendu les scientifiques atomistes parler de ce qu'ils appellent l'horloge de la fin du monde (*Doomsday clock* en anglais). En 2016, nous étions à trois minutes avant minuit, en d'autres termes, l'espèce humaine était menacée d'extinction. L'horloge est mise à jour en fonction des dangers, et les deux principaux dangers auxquels est confrontée l'espèce humaine sont la guerre nucléaire et le changement climatique. Nous avons les moyens d'arrêter la guerre nucléaire, et c'est un miracle qu'il ne se soit encore rien produit, espérons que cela dure. Le changement climatique est beaucoup plus dangereux, car il y a un point de non-retour où nous ne pourrions absolument rien faire. Il faut donc empêcher que cela n'arrive et commencer à agir.

Les informations récentes en provenance de centres scientifiques du monde entier nous permettent de nous faire une idée. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, le National Snow and Ice Data Center, le centre national américain des données sur la neige et la glace, dans l'Arctique, a indiqué qu'il n'y avait jamais eu si peu de glace, avec une température moyenne de 23 degrés au-dessus de la normale en 2017, que dans le Golfe du Mexique, la température de l'eau de mer en surface n'était jamais descendue au-dessous de 72 degrés Fahrenheit, ou 22,22 degrés Celsius, et que toutes les villes autour du Golfe du Mexique connaissaient l'hiver le plus doux. C'est une situation extrêmement dangereuse, et je crois qu'à Paris, les gens, les pays, les gouvernements et les acteurs non étatiques sont parvenus à cette conclusion, et ont finalement décidé de signer l'Accord de Paris après 21 ans de négociations.

Au Maroc, nous croyons que le danger pour le monde est bien réel, et sous la direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui a toujours démontré le grand intérêt qu'il attache à la protection de l'environnement depuis qu'il a conduit la délégation du Maroc à la Conférence de Rio en 1992, nous avons beaucoup œuvré dans ce sens. Par exemple, en matière d'énergie renouvelable, à l'horizon 2020, 42 à 46 % de notre énergie proviendront des renouvelables, et 52 % à l'horizon 2030. Nos CND, ou contributions déterminées au niveau national, sont très ambitieuses, avec un coût de l'ordre de 50 milliards de dollars, dont une moitié est conditionnelle, et l'autre non, qui concerne uniquement l'atténuation. Pour ce qui est de l'adaptation aux effets du changement climatique, il nous faudra encore 30 milliards de dollars. Le Maroc a été très actif en termes de protection de l'environnement et en matière d'atténuation et d'adaptation. Dans notre détermination à participer aux efforts destinés à lutter contre le changement climatique, nous avons accueilli deux COP : la COP7 en 2001 et la COP22 l'an dernier. La COP7 a été historique car elle a fixé les règles du protocole de Kyoto. La COP22 a été très importante car elle s'est tenue immédiatement après l'Accord de Paris, et a été la première à en commencer la mise en œuvre. La première CMA, c'est à dire la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris pour en superviser la mise en œuvre, a eu lieu à Marrakech lors de la COP22. Je rappelle que l'Accord de Paris est entré en vigueur moins d'un an après son adoption, ce qui était absolument incroyable. C'était la première fois qu'un accord international entrait en vigueur si peu de temps après son adoption.

En termes de climat, un récent rapport du PNUE indique que si tous les pays mettaient en œuvre uniquement leurs contributions déterminées au niveau national, d'ici 2030 nous n'atteindrions qu'un tiers de l'objectif des 2 degrés. En ce qui concerne le budget carbone, si nous continuons à agir comme nous le faisons, nous aurons consommé 80 % des réserves disponibles pour atteindre l'objectif des 2 degrés d'ici la fin du siècle. Si nous voulons atteindre 1,5 degré à l'horizon 2030, mais continuons à agir comme nous le faisons, nous aurons consommé l'intégralité du budget. Actuellement, le scénario n'est donc pas très heureux, mais des actions sont mises en œuvre.

La présidence marocaine avait fixé certains objectifs pour la COP22, dont l'un était de maintenir l'intégrité de l'Accord de Paris. Lorsque des pays signent un accord à quatre heures du matin, bien souvent ceux qui l'ont négocié ne savent pas exactement ce sur quoi ils se sont accordés. La difficulté était de faire en sorte que nul ne puisse rouvrir les négociations, ce qui était à la fois mon objectif en tant que négociateur en chef de la COP22 et celui de la présidence marocaine. Le deuxième était de commencer à travailler sur les modalités, les règles et les procédures pour l'application de l'Accord de Paris, et je dois dire que nous avons beaucoup travaillé et abouti à 35 décisions importantes. Nous voulions également perpétuer l'élan créé en adoptant la Proclamation de Marrakech pour l'action en faveur de notre climat et du développement durable, que tous les pays ont adoptée. Tous les chefs d'États, de gouvernements et de délégations ont signé cette proclamation, qui déclare leur détermination à poursuivre leur mobilisation pour répondre aux problèmes du changement climatique. Dernier point, et non le moindre, la COP22 a été la première conférence à se doter d'un deuxième pilier concernant une forte participation des acteurs non étatiques, qui s'est traduite par un Programme d'action. Cette initiative, commencée à Lima, s'est poursuivie à Paris, mais c'est lors de la COP22 à Marrakech qu'elle est véritablement devenue partie intégrante des COP. Toutes les futures COP verront désormais une forte participation d'acteurs non étatiques, ce qui est crucial et fondamental.

Quelles étaient les priorités de la présidence marocaine pour la COP23 et durant 2017 ? L'un des volets les plus importants était celui du financement de l'action climatique. Pour ce qui est des CND, la plupart sont conditionnelles, et tous les pays n'ont pas les moyens de les mettre en œuvre. Nous avons donc estimé qu'il était extrêmement important d'aborder la question des financements. D'où proviendront les financements indispensables pour la lutte contre le changement climatique ? Où seront financés tous ces projets, tant en termes d'atténuation que d'adaptation ? C'est une question essentielle. Bien sûr, nous avons la feuille de route annoncée à la COP22 par les pays développés pour atteindre les 100 milliards de dollars, mais 100 milliards de dollars sont dérisoires, car les besoins se chiffrent en billions. La grande question est donc la suivante : d'où viendra l'argent ? Naturellement, nous aurons l'argent public, mais l'argent public n'est jamais suffisant, il s'agit donc de savoir de quelle façon nous pouvons mobiliser l'argent privé pour mettre en œuvre les CND.

Nous avons eu ce que nous appelons le CAPE (Climate Action Peer Exchange for Finance), une initiative lancée par le Maroc et la Banque mondiale. Il s'agit d'une réunion entre les parties prenantes, notamment les ministres des Finances, afin d'échanger des informations et de déterminer comment nous pouvons travailler de concert à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Une autre initiative très importante a été lancée à Marrakech, c'est le Partenariat sur les contributions déterminées au niveau national (CDN), qui est probablement, je le crois, l'un des résultats les plus importants de la COP22. Un pays mettra en œuvre ses contributions nationales déterminées en utilisant ses propres ressources financières, bien sûr, mais devra également lever des fonds auprès d'autres sources. Le Partenariat CDN vise à aider les pays à trouver ces fonds là où ils sont disponibles, et à développer le cadre et la gouvernance nécessaires pour attirer à la fois les financements privés et publics. En parlant de financements privés, je citerais Christiana Figueres, qui a dit que des billions sont investis à des taux d'intérêt négatifs, et ces billions n'attendent que l'occasion d'avoir un meilleur retour sur investissement, et il existe probablement de grandes opportunités aujourd'hui avec des projets d'énergies renouvelables.

Parmi les autres initiatives, figurent l'Engagement de Marrakech pour l'encouragement des capitaux verts en Afrique, le fonds GGIF Africa (Green Growth Infrastructure Facility for Africa), le réseau des centres financiers pour le développement durable (Network of Financial Centres for Sustainability) qui a été lancé par Casablanca Finance City, l'action entreprises Marrakech pour le climat (MBA 4 Climate), lancée par la CGEM, qui est une association d'entreprises ici, au Maroc, et le Climate Finance Accelerator, que nous avons lancé conjointement avec le Royaume-Uni.

Tout le monde parle d'adaptation, mais nous ne savons pas très bien comment mesurer les besoins en la matière. C'est pourquoi nous avons organisé un événement en septembre 2016, puis un autre en octobre 2017, consacrés aux indicateurs de l'adaptation. Nous avons lancé l'initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine (AAA), et avons encouragé les progrès des plans nationaux d'adaptation. Un des autres aspects majeurs de la COP22 a été la mobilisation et la collaboration avec les acteurs non étatiques et les ONG membres du Réseau Action Climat et d'autres travaillant uniquement sur le climat. Nous avons écouté leurs idées sur les différents aspects des négociations et tâché de comprendre comment ces idées pouvaient se traduire en négociations entre gouvernements. Je participais à leurs réunions, j'écoutais ce qu'ils avaient à dire, puis faisais part de leurs idées aux



gouvernements. En fin de compte, les résultats n'ont pas été exactement ceux escomptés, car ils veulent le maximum, mais certains ont obtenu des avancées intéressantes.

En ce qui concerne la Coopération Sud-Sud, nous avons organisé une rencontre à New York, qui sera suivie d'une autre à Bonn. Pour ce qui est de l'Accord de Paris, nous commençons à travailler sur ce que nous appelons le Programme de travail, c'est-à-dire les procédures, règles et modalités de mise en œuvre de l'Accord de Paris, ainsi que sur l'autre pilier, à savoir l'action des acteurs non étatiques. Nous avons décidé que l'Accord de Paris entrerait en vigueur d'ici 2020, et que le Programme de travail serait terminé d'ici là. En fait, l'Accord de Paris est entré en vigueur en 2016, et le Programme de travail, les règles, modalités et procédures sera terminé d'ici 2018. Lors de la COP23, nous continuerons à travailler sur le Programme de travail, nous nous y consacrerons au cours de 15 prochains jours à Bonn, et continuerons à y travailler tout au long de l'année, notamment lors de la session de Bonn en mai, puis en Pologne en novembre 2018.

Un autre événement d'importance aura lieu en Pologne l'an prochain, il s'agit de ce qui était le Dialogue de facilitation, mais qui s'appelle désormais le Dialogue de Talanoa, qui est le terme fidjien désignant une conversation entre parties. Lors de ce dialogue, les pays se réuniront pour comprendre où nous en sommes, ce vers quoi nous voulons aller et la façon d'y parvenir. Ce processus commencera à Bonn, se poursuivra pendant la présidence fidjienne puis se terminera en Pologne à la COP24 par une réunion technique suivie d'une réunion ministérielle.

La présidence fidjienne s'est fixé plusieurs priorités : faire progresser le travail de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et préserver l'élan du consensus multilatéral pour maintenir et faire avancer l'Accord de Paris ; renforcer la résilience de toutes les nations vulnérables ; forger une grande coalition en vue d'accélérer l'action climatique avant 2020 et au-delà entre la société civile, la communauté scientifique, le secteur privé et tous les niveaux de gouvernement, en y incluant les villes et les régions ; stimuler l'innovation ; créer un lien fort entre la santé des océans et des mers de la planète, et imprégner la COP23 de l'esprit « *Bula* » des Iles Fidji, à savoir un esprit d'inclusion, d'amitié et de solidarité, et promouvoir ce concept du Pacifique qu'est Talanoa.

J'ai commencé sur une note très pessimiste. J'aimerais maintenant terminer en étant un peu plus optimiste. J'ai remarqué qu'il existait une volonté réelle de la part de tous, des gouvernements, des acteurs non étatiques et des entreprises de faire tout ce qu'il était nécessaire de faire. L'an dernier, le président Obama avait présenté le Plan pour une énergie propre, et les producteurs de charbon ont engagé une procédure en justice devant la Cour suprême, qui a suspendu ce plan jusqu'à ce que les tribunaux se prononcent sur sa légalité.

Les villes, les États, les entreprises, l'Institut Edison Electric, qui est une association des producteurs d'électricité des États-Unis, ont déclaré : « Quoique en dise la Cour suprême, nous avons notre programme et nous continuerons à l'appliquer ». Il existe une mobilisation des entreprises, des États, des villes, que l'on voit se développer aux États-Unis, en Californie, au Texas et dans d'autres États, et à travers le monde, et ici, au Maroc, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce qui se passe en Chine est tout simplement encourageant. Les politiques et les actions du pays sont fixées en vue de dépasser son objectif de « pic d'émissions de CO₂ à l'horizon 2030 » dans le cadre de ses contributions nationales déterminées (CND), ainsi que de ses propres objectifs au plan national. Nous avons observé une baisse considérable de ses émissions de gaz à effet de serre accompagnée, dans le même temps, d'une hausse importante de la création d'emplois. Les pays ont décidé d'évoluer vers l'efficacité énergétique. Cette efficacité énergétique est si importante qu'elle représente l'équivalent de la consommation du Japon en termes d'énergie.

Je terminerai sur une note optimiste. Si l'on considère toutes les décisions prises par de nombreux pays, notamment la Chine, mais également la Norvège et d'autres – c'est ainsi qu'en Norvège, toutes les voitures seront électriques à l'horizon 2020, et en Chine, 25 % le seront d'ici 2025 – nous observons que bien des choses sont mises en place en matière de recherche, en matière de sciences et en matière de concrétisation de cette science.